SOCIETE & CULTURE

Protestation contre la cherté de la vie

Les consommateurs exigent des mesures sociales

Plusieurs associations de consommateurs et de travallleurs étaient hier dans la rue. Ils protestaient contre la cherté de la vie dans le pays. Ils ont été accueillis au terme de leur marche par le ministre d'Etat chargé de la planification et du développement, Zul Kifl Salami.

e l'Etoile Rouge où ils se sont rassemblés au ministère d'Etat chargé de la planification et du développement où ils ont atterri, en passant par carrefour Marina à Sikècodji, marché saint Michel, Maro militaire, les consommateurs munis de banderoles et de pancartes où sont inscrits des messages, chantaient et scandaient des slogans hostiles au gouvernement. Ils criaient ainsi leur ras-le-bol face à la cherté



Zul Kifl Salami

de la vie au Bénin caractérisée par une flambée vertigineuse des prix des produits de première nécessité. Dans leur motion de protestation lue devant le ministre d'Etat chargé de la planification et du développement, Zul Kifl Salami, les consommateurs et les travailleurs exigent du gouvernement, " la mise en œuvre d'un mécanisme de sécurisation du pays en produits vivriers ; une prise de mesures sociales à travers un collectif budgétaire pour amoindrir les souffrances de toutes les couches sociales ; la suppression des taxes spéciales sur les produits pétroliers ".

Dans sa réponse, Zul Kifl Salami a expliqué aux associations de consommateurs et des syndicats de travailleur,s que la fluctuation des prix des produits pétroliers est due à l'évolution mondiale de l'économie. Une thèse qui, apparemment n'aurait pas convaincu les marcheurs qui projettent d'autres actions pour prochainement.

Fulbert FAVI

2e édition des stars de l'intégration culturelle africaine (Sica)

Le village du festival officiellement ouvert

Cotonou abrite du 21 au 27 novembre 2005 prochain, la 2e édition du festival des Stars de l'intégration culturelle africaine (Sica). Avec l'ouverture officielle du village du festival lundi, les activités sont ainsi lancées.

a deuxième édition du festival des Stars de ⊿l'intégration culturelle africaine (Sica) a démarré depuis lundi dernier à Cotonou. Le village du festival est situé dans le 7e arrondissement de Cotonou dans la rue après celle de la clinique "Les Grâces ". Le président du Comité d'organisation, M. Ali Wassi Sissy a situé le festival dans son contexte originel. Il a expliqué et soutenu l'idée que, c'est la valorisation des cultures africaines qui serait le chemin certain pour conduire continent son c'est développement.



Zouley Sangaré

justement cet idéal qui l'a poussé a initié cette rencontre de la culture africaine. D'un autre côté, Ali Wassi Sissy estime que la culture et surtout la musique est le chemin le plus sûr pour aller à l'intégration complète de l'Afrique. Il a précisé que les Sica restent avant tout une initiative pour valoriser la culture béninoise et au-delà, la culture africaine. Une dizaine de pays africains prendront part à cette manifestation culturelle. A cet effet, le village qui vient d'être officiellement ouvert sert de lieu de rencontres, de découvertes et d'expositions des potentialités artistiques et culturelles dont regorge l'espace africain.

Le Bénin sera représenté par Zouley Sangaré, nominée meilleure artiste traditionnelle du Bénin Golden Awards. L'artiste Bill Aka Kora sera l'envoyé du Burkina tandis que le Ghana, le Mali et le Sénégal seront représentés respectivement par les artistes suivants : Sidney, Alou, Sangaré, Malouida. Les artistes sont également attendus du Nigeria, de la Côte d'Ivoire, du Togo. La deuxième édition du festival Sica est placée sous le signe de la célébration de la diversité et de l'intégration de l'art et de la culture africaines. L'événement sera suivi, a expliqué Ali Wassi Sissy, par 54 pays. La 1ère édition a eu lieu en 2002.

G.H.S

Concours d'Art oratoire " Le Bénin se cultive ", édition 2005

Les candidatures reçues jusqu'au 24 novembre

L'édition 2005 du concours d'art oratoire "Le Bénin se cultive ", organisé à l'intention des journalistes béninois est lancée. La date limite de dépôt des dossiers de candidatures est fixé au jeudi 24 novembre prochain.

rganisée par la Jeune C h a m b r e internationale Océan, le concours d'Art oratoire " Le Bénin se cultive " est un concours d'expression individuelle à l'intention des journalistes béninois exerçant dans les organes privés ou publics. Le concours est à sa troisième édition et aura lieu le samedi 3 décembre prochain, à Cotonou.

Ce concours a pour thème "L'emploi est-il la solution à la pauvreté?". De sources proches du comité d'organisation, il ressort que peut faire acte de candidature au concours, tout journaliste béninois exerçant dans un organe de presse privé ou public, sans distinction de sexe, âgé de 21 à 40 ans et désireux d'y prendre part.

Les candidats inscrits dans les délais d'appel à candidature, informe le comité d'organisation, sont ensuite invités à prendre part à une séance de formation en techniques d'art oratoire, suivie d'une phase de présélection.

Le retrait de la fiche d'inscription et le dépôt des dossiers de candidatures se font tous les jours au Cyber haut de Gamme Htn (face café de Bruxelles) et au journal "Fraternité". La date limite de dépôt de candidature est fixée au jeudi 24 novembre 2005 à 18h30 minutes. La phase de présélection est prévue pour le 28 novembre prochain.

Le concours d'Art oratoire "
Le Bénin se cultive " est une
initiative qui vise à susciter
l'adhésion des médias à une
cause. La première édition du
concours dont la phase finale a
eu lieu au Centre international
des conférences en septembre
2002 a consacré Luc Fernand
Kpelly, meilleur orateur 2002,
avec Douklam Abalo (2e prix).
3e prix). La deuxième édition

3e prix). La deuxième édition qui a eu lieu le 7 septembre 2003 a consacré cette fois-ci 3 journalistes de la presse écrite dont Gilles-Hervé da Sylveira du journal "Le Matin " (2e prix du concours).

G.H.S

nurie répétée de carburant dans les stations Sonacop

Les gérants dénoncent la mauvaise gestion des fonds

La plupart des stations Sonacop de la ville de Cotonou sont depuis quelques jours en rupture de stock. Approchés, certains gérants de stationsservice visiblement mécontents, lient cette situation à une mauvaise gestion des fonds de la société.

u niveau de certains gérants de stations-service, c'est la désolation, la stupéfaction. Ils ne s'expliquent pas cette situation de pénurie sans cesse répétée qui s'observe dans le pays depuis le début de l'année 2005. Une situation qu' selon cux, vient se greffer à celle de la concurrence déloyale que leur

livrent les vendeurs de carburant frelaté. "Nous avons des difficultés de solder les salaires ", a avoué un gérant.

En ce qui concerne la pénurie constatée ces derniers jours, elle est manifeste dans dans plusieurs stations-service. A certains aucun endroits, produit pétrolier n'est distribué et vendu à la pompe. Mis à part quelques rares stations qui continuent de servir l'essence à deux temps désigné ordinairement par "mélange", tout le personnel est désœuvré. Les raisons avancées un peu partout se rapportent commandes qui ne sont plus livrées dans les délais.

A la station "Ornano" située

au carrefour "Trois banques" par exemple, un agent a estimé que la pénurie date seulement de deux jours et que la livraison de leur commande est prévue pour ce jour. A la station en face de l'église catholique Notre Dame, le produit n'est pas disponible, mais l'agent rencontré ne voulait pas en parler, sous prétexte que le camion citerne chargé de les approvisionner venait de stationner. Ailleurs par contre, les langues se sont bien déliées et ont condamné les auteurs de cette situation qui, selon eux, met à mal l'économie du pays.

Fulbert FAVI

Traite des Noirs

Bordeaux se penche enfin sur son passé négrier

Plus d'un siècle et demi après l'abolition de l'esclavage, la ville de Bordeaux qui fut le deuxième port négrier de France après Nantes se penche enfin sur son douloureux passé, avec un comité de réflexion sur ce dossier sensible.

I faut que les Bordelais sachent et comprennent. Il ne faut pas qu'ils se sentent coupables", a insisté lors d'une conférence de presse Denis Tillinac, le président de ce comité et ancien conseiller du président de la République Jacques Chirac pour la Francophonie. "Le but ne serait pas atteint si on donnait l'impression de vouloir culpabiliser les gens", a-t-il ajouté, après avoir rencontré lundi pour la première fois, dans le cadre de ce dossier, Karfa Diallo, président de l'association DiversCités, en pointe sur cette question. Ce comité avait dans un premier temps été mis en place en juillet par le maire UMP de Bordeaux Hugues Martin mais sans

DiversCités et sans l'historien nantais Eric Saugera, auteur de l'ouvrage de référence "Bordeaux, port négrier" publié en 1995 chez J&D Editions/Karthala et sans cesse réédité depuis.

Tous deux l'ont récemment rejoint tout en émettant de fortes réserves sur sa composition et notamment l'absence de spécialistes de la question de la traite négrière.

Mais mardi, M. Saugera a annoncé qu'il démissionnait de ce comité. "Quand je vois la composition de ce comité, ce n'est pas sérieux. Je déplore qu'il n'ait pas été ouvert à des personnes qui connaissent le sujet d'un point de vue historique", a-t-il expliqué.

"Ce n'est pas le combat d'une communauté noire qui se dresse pour demander des comptes à la population blanche. On demande seulement la vérité" après une longue "amnésie", a souligné M. Diallo, d'origine sénégalaise.

"La question de fond, c'est faire un travail de reconnaissance. Il faut avoir le respect de cette mémoire-là, de cette histoire-là, qui explique les souffrances actuelles", a souligné le président de DiversCités, en référence à la crise des banlieues.

Il a aussi rappelé les "difficultés de la République à intégrer les populations d'origine étrangère dans son histoire". Mais "Bordeaux a beaucoup changé, il y a eu un renouvellement sociologique important", a-t-il ajouté.

La question de la traite, considérée en France depuis 2001 comme crime contre l'humanité, est "un problème grave, douloureux, contemporain, qui affecte la représentation que se font d'eux-mêmes les Africains et les Antillais", a confirmé M.

Du XVIIe au XIXe siècle, des navires appareillaient de Nantes, Bordéaux ou La Rochelle pour l'Afrique où ils chargeaient les esclaves pour les vendre en Amérique ou dans l'océan Indien.